

**Burundi - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 09 août 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour le Burundi Michel Kafando pour son exposé et je le remercie surtout pour son action sur ce dossier important alors que la situation reste volatile, dans un pays profondément meurtri par les tensions électorales de 2015, qui ont créé un climat de défiance entre acteurs politiques qui subsiste malheureusement jusqu'à aujourd'hui.

Monsieur le Président,

L'impasse politique qui persiste et la situation des droits de l'homme au Burundi restent sources de profonde préoccupation pour la France. Face à l'absence d'un réel dialogue inclusif et face à la fermeture de l'espace politique, les fractions les plus radicales de l'opposition sont tentées par la lutte armée. Le poids et le rôle des miliciens Imbonérakuré dans les actions d'intimidation et de répression des voix discordantes vont croissants. Comme l'ambassadeur Delattre l'avait souligné au mois de mai dernier, le risque que la situation se dégrade ne peut être exclu, comme le montre le meurtre de trois militaires le weekend dernier près de Bujumbura, victimes d'une embuscade. Le statu quo, nous le savons, n'est pas tenable. Cette situation est porteuse d'instabilité pour toute la région. Les rapports faisant état d'affrontements sur le territoire congolais alimentés par des groupes armés burundais en sont l'illustration.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, je voudrais profiter de la présence de l'excellent représentant permanent du Burundi pour lancer un appel de mon pays aux autorités burundaises, dans le prolongement des propos tenus par le président Kafando à l'instant : il faut travailler à achever la pacification du pays et assurer la sécurité de tous contre toute forme de violence, d'où qu'elle vienne ; il est urgent de lutter contre l'impunité, y compris dans les rangs des forces de sécurité ; il est nécessaire d'accepter de s'engager sans conditions dans un dialogue inclusif avec toutes les composantes de la société burundaise, en particulier avec ceux qui ne partagent pas les mêmes convictions politiques ; il est enfin crucial pour l'intérêt national de restaurer le respect des libertés fondamentales, notamment la liberté d'opinion et des médias. L'accord d'Arusha, qui est la base de la paix, comme M. Kafando vient de le rappeler, offre le cadre approprié pour mener cette réconciliation. Il doit être préservé à tout prix.

Monsieur le Président,

L'annonce par le président Nkurunziza qu'il ne se présenterait pas aux élections de 2020 est un développement positif que la France salue. Nous espérons qu'elle facilite la recherche d'une solution politique pérenne à la crise que connaît le Burundi. Dans ce contexte, je forme le vœu qu'un dialogue inter-burundais inclusif, dans l'esprit de rassemblement et de coexistence pacifique instauré par les Accords d'Arusha, puisse s'engager, avec l'appui de la médiation des pays de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est, afin de mettre en place les conditions nécessaires pour des élections libres, justes et transparentes en 2020.

Pour réussir, ce dialogue nécessite des efforts de toutes les parties et une détermination sans cesse renouvelés afin de rapprocher les points de vue. Le facilitateur Mkapa s'y attelle avec courage et il a tout le soutien de la France. C'est par le dialogue que l'ensemble des Burundais parviendront à se retrouver et à forger leur avenir commun, en toute indépendance, dans le plein respect des droits de l'homme et de la dignité de tous.

Monsieur le Représentant permanent,

La France, l'Union européenne et vos autres partenaires, vos voisins d'Afrique de l'Est et l'ensemble de la communauté internationale sont à vos côtés pour vous y aider. La France appelle les autorités du Burundi à saisir cette main tendue et à renouer des relations apaisées avec ses partenaires internationaux, comme vous y a encouragé ce Conseil dans sa dernière déclaration présidentielle. La signature de l'accord de siège avec le bureau de l'envoyé spécial et avec le haut-commissariat aux droits de l'Homme seraient des gestes forts, tout comme la reprise de la collaboration avec l'équipe d'experts du HCDH, en application de la résolution votée par le Burundi lui-même au Conseil des droits de l'Homme.

Je vous remercie./.